



RAPPORT MENSUEL DE MONITORING DE PROTECTION

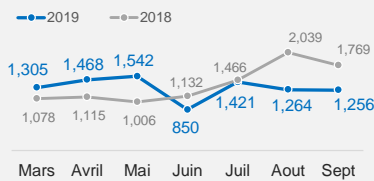
NORD KIVU | Septembre 2019

Chiffres clés septembre 2019

1.256 cas de violations

946 victimes

Tendances mensuelles



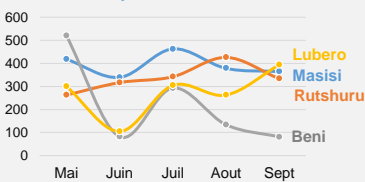
Genre des victimes

Genres	Total	%
Hommes	641	68%
Femmes	229	24%
Garçons	35	4%
Filles	41	4%
Total	946	

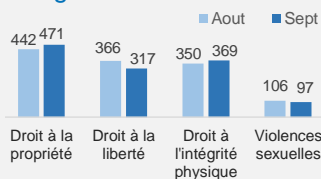
Statut des victimes

Statut	Total	%
PDI Retournés	663	70%
PDIs	205	22%
Resident(e)	25	3%
Rapatriés	53	6%
Total	946	

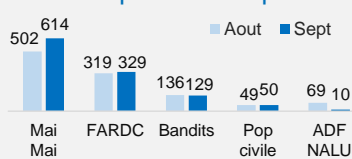
Violations par territoire



Catégories de violations



Violations par auteurs présumés



Les données désagrégées par territoire, zones de santé, auteurs présumés et tranches d'âges sont disponibles en annexe.

RESUME

L'évènement majeur dans la province du Nord-Kivu en septembre est la mort de **Sylvestre Mudacumura, commandant des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR)**. Globalement, une légère diminution en termes de nombre d'incidents est observée au niveau des statistiques, mais celle-ci était surtout due à l'inaccessibilité de certaines zones de conflit par nos équipes (le groupement Binza et l'axe Luindi-Kibirizi, territoire de Rutshuru et les localités de Muhanga, Bulende et Lukweti dans le groupement Bashali-Mukoto, territoire de Masisi). **Les territoires de Masisi et de Rutshuru sont confrontés à d'importantes violations des droits humains depuis plusieurs mois (juillet, août et septembre 2019). Le territoire de Lubero a connu pour ce mois et contrairement au reste de l'année, un regain de l'activisme de groupes armés, qui a cependant baissé par la suite. Malgré tout, une hausse des incidents de 50% y est survenue par rapport au mois d'août.** Ceci est préoccupant car ce territoire, qui comptait en général moins d'incidents que Masisi, Rutshuru et Beni est maintenant à un niveau élevé similaire à Masisi et Rutshuru. Par contre, **une baisse notable des attaques est constatée dans le territoire de Beni.**

Dans le Masisi, des affrontements entre différents groupes armés (nationaux et étrangers) et des opérations militaires sont à la base de l'aggravation du contexte humanitaire en général et de la situation de protection en particulier. Plusieurs incidents de protection, parmi lesquels des violations du droit à la propriété et à l'intégrité physique et des violences sexuelles ou autres, ont été documentés.

Dans le Rutshuru, une détérioration continue de l'environnement de protection est observée, notamment dans la chefferie de Bwito (malgré la baisse du chiffre des incidents récoltés à notre niveau). L'assassinat du commandant des FDLR par l'armée, le 18 septembre 2019 dans le groupement Kihondo de cette chefferie, serait à la base de cette détérioration du contexte sécuritaire.

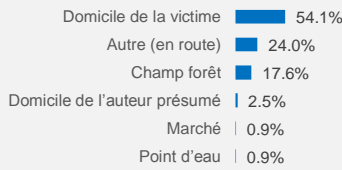
Dans le Beni, une diminution des attaques des présumés assaillants Allied Democratic Forces (ADF) est constatée depuis le changement du commandement à la tête des opérations, qui a entraîné un changement des troupes militaires dans presque toutes les zones de combat. Il est observé que ces présumés ADF se replient maintenant plutôt vers la province voisine de l'Ituri, notamment à Boga et Luna, où ils ont déjà même mené des attaques.

Au cours de ce mois de septembre, **1.256 incidents de protection ont été documentés et commis sur 946 victimes.** Par rapport au mois dernier, au cours duquel 1.264 incidents avaient été documentés, il se dégage donc une infime diminution de huit incidents, soit environ 1%. **Le niveau des violations reste donc à un niveau stable mais élevé.** En effet, les trois territoires de Masisi, Rutshuru et Beni ont chacun enregistré une baisse des incidents par rapport au mois d'août, baisse cependant compensée par l'augmentation marquée de 50% dans le Lubero du fait de l'activisme accrue de milices armés.

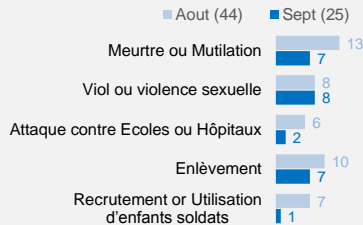
Mouvements de population

Villages d'accueil	Villages d'origine	Causes des déplacements	Personnes déplacées	Ménages
Les villages Katsiru, JTN/Rutshuru et Mweso/Masisi	Villages Bukombo/Rutshuru	Affrontement entre les FARDC et un groupe armé étranger.	4887	1086
Les villages Mahangi, Kyaghala, Kasayiro/Lubero.	Village Makoko et Vusayi/Lubero	Affrontement entre les FARDC et les-Mai Mai	4113	750
Les villages Muheto, Kahira, Katimbo et Busiye/Masisi	Village Kalungu, Bulindi et Lushuli/Masisi	Affrontement entre deux groupes armés	3444	861
		Total	12444	2697

Lieux de commission des violations



Résolution 1612



Evènements majeurs



05 septembre

Territoire de Lubero

A Muhangi, village situé à 59 kms au nord-ouest de Lubero-Centre dans la zone de santé de Musienene, des présumés miliciens Mai Mai ont fait incursion dans ce village. Au cours de cette incursion, ils ont assiégé le Centre de Santé de Référence de la place, incendié le dispositif destiné à la prévention contre la maladie à Virus Ebola (pulvérisateur), puis tué par balle un homme retourné de 18 ans.



18 septembre

Territoire de Rutshuru

Assassinat du Général leader d'un groupe armé étranger. Cette situation a créé une débandade des éléments de ce groupe et de leurs dépendants, ainsi que des retournés et des résidents qui avaient pris la fuite vers les zones présumées sécurisées de Mweso, JTN, Katsiru et Bukombo.



23 septembre

Territoire de Lubero

A Makoko, village situé à 70 kms au nord-ouest de Lubero-Centre dans la zone de santé de Musienene, 45 retournés ainsi que 15 PDI ont été stoppés, tabassés puis détenus par des miliciens Mai Mai au motif qu'ils ne détenaient pas les jetons obligatoires de 1000Fc pour le mois de septembre 2019.



27 septembre

Territoire de Masisi

A Mweso centre, des affrontements entre deux groupes armés on eu lieu. Le village Kivuma en localité Kanyangohe a été incendié par un groupe armé national. Environ 79 ménages de 276 individus se sont déplacés vers Mweso centre et vivent en familles d'accueils.



27 septembre

Territoire de Beni

Sous le leadership du nouveau commandant FARDC Sokola I à Beni, des opérations de traque des présumés ADF ont été lancées depuis le 27 septembre 2019, au village Kamango. Le but est la réouverture de l'axe Mba-Kamango.

Depuis le 14 septembre 2019 dans le Lubero, des mouvements de retour de Personnes Déplacées Internes (PDI) vers le village Makoko sont signalés (d'environ 200 ménages de plus ou moins 1203 individus sur les 750 ménages qui s'étaient déplacés pendant les attaques du 05 septembre 2019).

Protection de l'enfance

8% des incidents collectés ont été commis sur des enfants (filles et garçons de 2-17 ans). Il s'agit de cas d'arrestations arbitraires (cinq cas), d'enlèvements (23 cas), de travaux forcés (trois cas), d'extorsions de biens (six cas), de pillages (trois cas), de coups et blessures (27 cas), d'homicides (six cas), de viols (17 cas), d'agressions sexuelles (un cas), d'agressions physiques (deux cas), de dénis de ressources (huit cas). 101 enfants (dont 49 filles et 52 garçons) ont été victimes de ces incidents, ce qui est une très légère hausse par rapport au mois d'août (97 cas). **La majorité de ces violations ont été commises, comme le mois dernier, dans le Masisi par des membres de groupes armés lors de leurs différents affrontements et incursions** dans les villages Mweso, Bibwe, Lushebere, Kashuga, Buroro, Lukweti, Bonde et Nyabiondo.

Violences sexuelles et sexistes

97 cas de violences sexuelles et basées sur le genre commis sur des femmes (18-59 ans) et des filles mineures (5-17 ans) ont été documentés au cours de ce mois de septembre 2019. Il se dégage une baisse de six cas par rapport au mois dernier où 103 cas avaient été documentés. Il s'agit principalement de cas de viols (46 cas), d'agressions physiques (15 cas), d'agressions sexuelles (19 cas), de déni de ressources (15 cas) et de violences psychologiques (deux cas). **Les territoires les plus affectés sont le Masisi (37 cas dont 26 cas de viols), le Rutshuru (24 cas dont quatre cas de viols) et le Lubero (33 cas dont 14 cas de viols)**, suivis ensuite par le Beni (deux cas de viol) et enfin le Walikale (un cas d'agression physique). **Les principaux auteurs présumés sont les civils** qui ont commis 45 cas, **suivis des milices d'obédience ethnique autochtone** qui ont commis 44 cas, **les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC)** qui ont commis sept cas et enfin la Police Nationale Congolaise (PNC), qui a commis un cas.

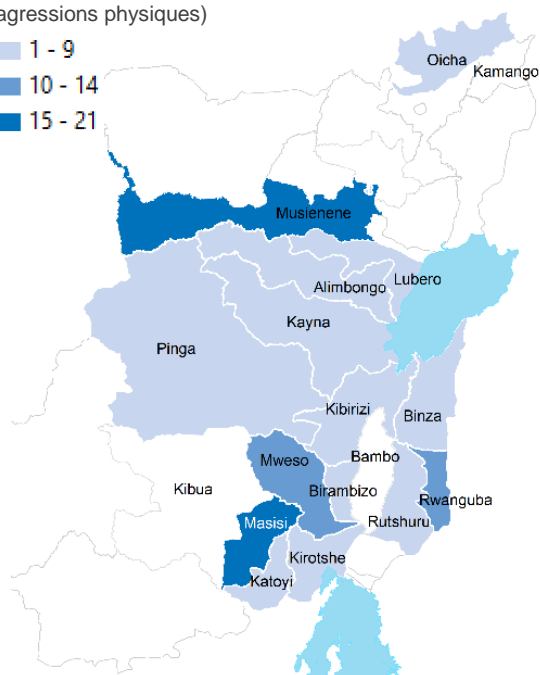
Résolution 1612

22 incidents de violations graves des droits des enfants ont été documentés et partagés à la coordination du mécanisme y relative (MRM – Monitoring and Reporting Mechanism) pour analyse et validation : il s'agit de cinq cas d'enlèvements, sept cas de meurtres, huit cas de viol ou autres actes graves de violence sexuelle, deux cas d'attaques contre écoles ou hôpitaux. **Cela constitue une baisse de 21 cas par rapport au mois d'août (43 cas)**. Les territoires les plus affectés sont le Masisi et le Beni. **Les principaux auteurs présumés sont des miliciens d'obédience ethnique autochtone suivis des éléments FARDC.**

Violations par zone de santé et par catégorie de violation

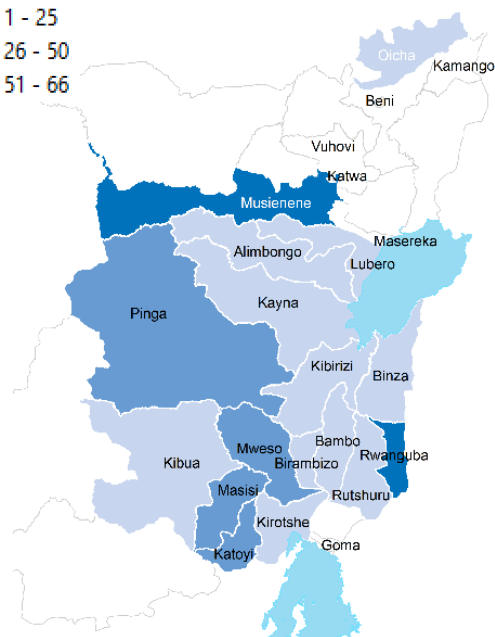
Violences sexuelles et sexistes
(Viols, agressions sexuelles, agressions physiques)

- 1 - 9
- 10 - 14
- 15 - 21



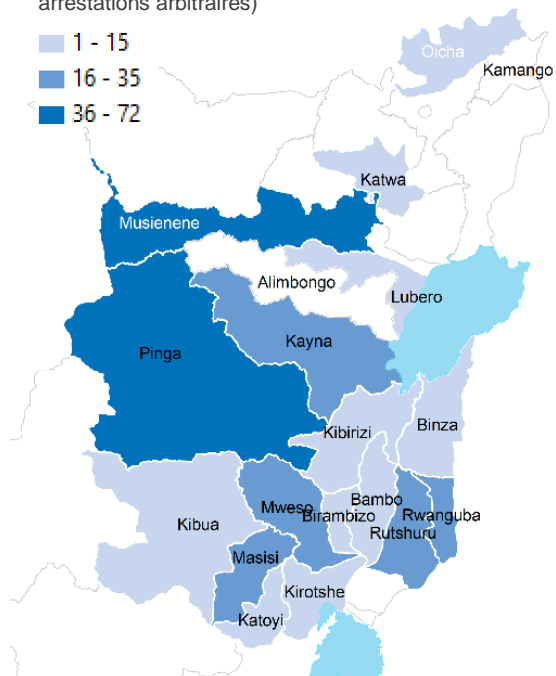
Violations du droit à la propriété
(Pillages, extorsions de biens)

- 1 - 25
- 26 - 50
- 51 - 66



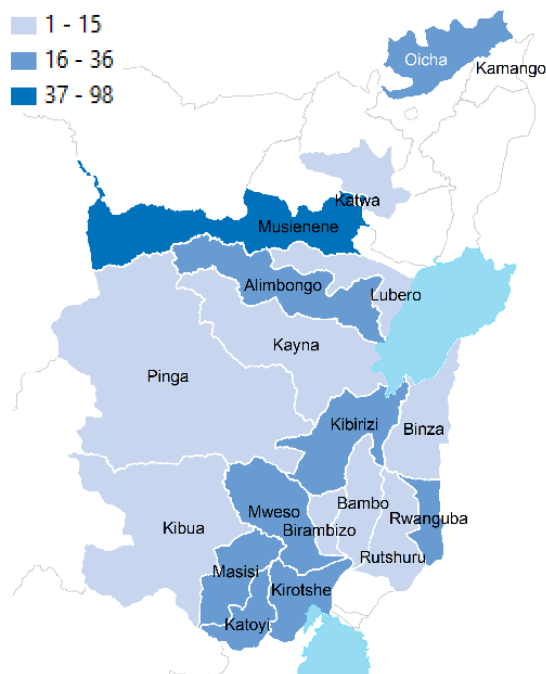
Violations du droit à la liberté
(Enlèvements, travaux forcés, arrestations arbitraires)

- 1 - 15
- 16 - 35
- 36 - 72



Violations du droit à l'intégrité physique
(Coups et blessures, homicides)

- 1 - 15
- 16 - 36
- 37 - 98



Analyse contextuelle, défis, perspectives et recommandations par territoire

Territoires	Analyse contextuelle et défis	Perspectives et recommandations
<p>Lubero</p>	<p>Au cours de ce mois de septembre 2019, l'activisme des groupes armés d'obédience ethnique autochtone (Mai Mai) s'est traduit par des exactions accrues sur les civils à travers des enlèvements suivis de libérations contre rançons, de restrictions des mouvements, des taxes illégales dites « jetons de résidence et de sécurité », s'élevant de 1.000Fc à 3.000Fc¹), que les miliciens exigeaient de chaque adulte et dans chaque ménage par mois.</p> <p>Les civils qui résistent au recouvrement forcé desdits frais sont victimes de plusieurs violations de droits humains (enlèvements, coups et blessures, travaux forcés et tortures). Cette situation affecte tout le Territoire de Lubero, excepté les zones dans lesquelles l'autorité de l'Etat est présente (Musienene, Lubero-centre, Alimbongo, etc.).</p> <p>En ville de Butembo, la situation sécuritaire et de protection a été caractérisée par des incursions de miliciens Mai Mai. Ces incursions se dirigeraient contre des structures sanitaires. Elles se soldent par des destructions des matériels médicaux et des enlèvements du personnel soignant. Les assaillants reprocheraient au corps médical de collaborer avec les équipes engagées dans la riposte contre la Maladie à Virus Ebola (MVE). Les localités Kasiyiro, Kiseghe et Vusayi en groupement Bulengya, dans la zone de santé de Musienene, ont été affectées par ces attaques.</p> <p>Il convient de relever que la détérioration du contexte sécuritaire dans cette partie de la province du Nord-Kivu s'élargirait aux humanitaires. Des agents de deux Organisations Non-Gouvernementales Internationales (ONGI) ont été enlevés au niveau de Bwavinywa par un groupe armé alors qu'ils étaient en plein exercice de leurs activités. Ils ont été relâchés quelques heures après.</p>	<p>Face à la dégradation du contexte sécuritaire qui ciblerait les humanitaires, certaines ONGI risqueraient de réduire sensiblement leurs mouvements sur les axes Luofu-Bwambali-Miriki et Luofu-Kasiki, dans les groupements Itala et Tama. Cela aurait un impact négatif sur les bénéficiaires (PDIs, PDIs-retournés).</p> <p>Les menaces à l'encontre des équipes de la riposte contre la MVE risquent de restreindre le bon déroulement des activités de cette riposte.</p>
<p>Masisi</p>	<p>Le territoire de Masisi a été affecté par l'activisme de groupes armés (nationaux et étrangers).</p> <p>Huit affrontements entre des groupes armés ont été documentés dans ce territoire. Ils s'affronteraient dans le but de contrôler des villages en vue d'augmenter leurs champs de rançonnement. Le groupement le plus touché est le Bapfuna (qui lui seul a connu 5 affrontements).</p> <p>33 incursions par des groupes et bandits armés ont eu lieu dans plusieurs villages du territoire de Masisi (Mutobo, Ngungu, Katahandwa, Gakunda, Rubirizi, Kasake, Rufufu, Mulema, Miko, Katuunda, Mashuri, Lambula, Nyabiondo, Bonde, Lushere, Kawete, Kalungu, Bukingi, Luhaha, Mukowa, Hembe, Mutobo, Burora et Muhungwe), y compris les sites des déplacés, dont celui de Mungote (qui à lui seul connu 5 incursions : les 12, 13, 17, 18 et 23 septembre 2019). Cette situation rend instable la protection des civils (résidents et PDIs) autour de ce site. Signalons qu'au mois d'août dernier, huit autres incursions avaient eu lieu dans ce même site.</p> <p>Les groupements touchés par ces incursions sont Bashali-Mukoto, Nyamaboko 1er, Bapfuna, Banyungu, Buabo et Mupfunyi Kibabi. Ces</p>	<p>Une évaluation protection de la situation des dépendants civils du groupe armé étranger est nécessaire dans cette zone pour identifier des risques auxquelles cette catégorie de personnes fait face.</p> <p>Un renforcement des FARDC à Mweso et ses environs apparaît nécessaire pour la protection de cette catégorie de la population ciblée par un groupe armé national.</p>

¹ Dans d'autres endroits (tel que Kasugho), village sous le contrôle d'un groupe armé national, les frais de jeton ont été majorés à 3.000Fc par personne dans le ménage

	<p>incursions auraient été motivées par des pillages des biens des populations (le ravitaillement en vivres, bétails et argent).</p> <p>26 cas de viol ont été documentés. Le groupement Bapfuna, qui a été le théâtre de cinq affrontements), a connu 15 cas. Ceci est dû aux mouvements des femmes dans les zones de retour pour se ravitailler en vivres dans leurs champs et aux marchés. Les survivantes ont été reçues pour les prises en charge médicales au Centre de Santé (CS) de Lushebere pour les unes et à l'Hôpital Général de Référence de Masisi pour les autres.</p> <p>La situation sécuritaire de Mweso et ses environs demeure préoccupante depuis l'assassinat du général et leader des FDLR, le 18 septembre 2019, en chefferie de Bwito/territoire de Rutshuru. Cette situation avait créé une peur chez les PDIs, les résidents et surtout des dépendants de ce groupe armé étranger dans cette zone. Ceux-ci ont fui vers des zones qui sont relativement sécurisées : Mweso, Jardin Theicol de Ngeri (JTN), Katsiru et Bukotembo.</p> <p>Les dépendants civils de ce groupe armé étranger seraient menacés par un groupe armé national dans cette région. Certains sont cachés en brousse et d'autres dans des familles d'accueil, craignant pour leur sécurité. Ils n'accèderaient plus aux informations en rapport avec le processus de rapatriement qui normalement est en cours.</p>	
<p>Beni</p>	<p>Un apaisement de la violence dans la région de Beni s'observe depuis fin août 2019, date qui marque le changement à partir de la cérémonie de remise et reprise entre le commandant des opérations SOKOLA¹ sortant et son successeur. Depuis cette date, on observe une baisse des incursions des présumés assaillants ADF. Cependant, ce phénomène ne doit pas masquer le fait qu'un certain déplacement de la violence pourrait être en train de se passer, avec maintenant des présumés ADF qui semblent se replier vers la province voisine de l'Ituri, où ils ont déjà mené quelques attaques. De plus, une montée du phénomène du banditisme est aussi observée dans le Beni, qui est souvent attribué aux forces de défense et de sécurité.</p> <p>Quelques incursions ont été toutefois signalées : un affrontement entre des Mai Mai et des troupes FARDC² a eu lieu du 9 au 10 septembre 2019, au village Bayeti, dans la localité Babila-Bakaiku, en groupement Batangi-Mbau³. Au cours de ces affrontements, un homme PDI-retournée a été tué. Cette insécurité a été à la base de la paralysie des activités dans plusieurs secteurs dont celui de l'éducation (scolaire) au cours de la journée du 10 septembre 2019. Certaines personnes de ce village avaient effectué un déplacement forcé vers plusieurs autres villages d'Oicha-centre (Quartier Pakanza, 37 ménages de 13 hommes, 29 femmes, 51 filles et 22 garçons), Tandika et Maleki.</p> <p>Des présumés éléments des ADF on fait incursion dans le village Kasana⁴ (Erिंगeti) le 18 septembre 2019 vers 18 heures. Ils auraient été repoussés par des FARDC mais un mouvement pendulaire des habitants de ce village a été observé à la suite de l'incursion. Ils sont revenus le matin suite à une accalmie précaire dans leur village.</p>	<p>La situation de protection de Beni ville et territoire est confuse. Les hommes armés qui opèrent, souvent la nuit, et qui extorquent, pillent et tuent, sont souvent porteurs d'uniformes des FARDC ou de la PNC. Seulement pour ce mois de septembre 2019, onze cas de meurtre sont attribués aux présumés FARDC (aux villages Oicha et Vuhovi).</p> <p>Ceci pourrait exacerber davantage encore la tension entre les FARDC et les civils.</p>

² Nouvellement affectées à la position Bayeti-Butsika dans le territoire de Mambasa, en province de l'Ituri

³ Situé à environ 26 kms à l'ouest d'Oicha centre

⁴ Situé à environ 57 kms de la ville de Beni

<p>Rutshuru</p>	<p>Chefferie de Bwito Le contexte sécuritaire de cette chefferie (groupements Kihondo, Bukombo, Mutanda et Kanyabayonga) a été dominé par des affrontements récurrents entre les FARDC et les groupes armés.</p> <p>Pendant que les FARDC s'inscrivent dans la logique de mettre fin à l'activisme des groupes armés dans cette région, en vue de restaurer l'autorité de l'Etat, les groupes armés eux, se disputent le contrôle de certaines zones pour des intérêts purement économiques (les taxes illégales avant d'accéder aux champs, les rançons en cas de kidnapping, les amendes exorbitantes, etc.). Ces affrontements ont non seulement provoqué des mouvements des populations et paralysé les activités socio-économiques, mais ont aussi été à l'origine de plusieurs violations des droits humains (meurtres, coups et blessures, viols, etc.) sur des civils.</p> <p>Des affrontements entre les FARDC et le groupe armé FDLR ont été signalés le 18 septembre 2019 vers 9 heures au village Byumba, dans la localité Rwanguba, groupement Kihondo, zone de santé de Kibirizi⁵. Au cours des combats, le général et commandant de ce groupe, Sylvestre Mudacumura, a été tué.</p> <p>Une attaque contre la position des FARDC par un groupe armé a été documentée dans la nuit du 17 au 18 septembre 2019 vers 1 heure du matin au village Lusogha, localité Birundule, groupement Kanyabayonga, zone de santé Kibirizi⁶. Le bilan de cet affrontement était de deux civils tués (une femme et son enfant de 3 mois).</p> <p>Chefferie de Bwisha Commencée en août 2019, l'intensification des attaques des FARDC sur les positions d'un groupe armé étranger, dans le groupement Binza/Nyamilima, s'est poursuivie en septembre 2019. Les Quartiers généraux de ce groupe armé qui sont installés aux villages Kigaligali, Congo, Mikotokoto et à Katanga dans le Parc National des Virunga (PNVi) auraient tous été détruits. Les membres de ce groupe armé en débandade, seraient disséminés dans le PNVi et dans des champs des populations.</p> <p>En guise de représailles, ils commettent des exactions en l'endroit de cette population partout où ils la trouvent. C'est ainsi que l'on enregistre régulièrement des violations telles que des meurtres, des kidnappings, des incendies des maisons et des viols, particulièrement dans les localités Kisharo, Katwiguru et Kisequru, en groupement Binza.</p> <p>Ce groupe armé aurait choisi la stratégie de se rabattre sur les civils dans le but d'amener les FARDC à baisser la pression sur eux. Face à cette insécurité grandissante dans le groupement Binza, les populations des localités Kisharo, Katwiguru et Kisequru restreignent en même temps leurs circulations vers les champs et les marchés, afin de prévenir des éventuelles exactions par des membres de ce groupe armé. Cette situation influe négativement sur leur quotidien et sur les activités économiques de la zone en particulier et du territoire en général, dont l'accès aux activités agricoles.</p>	<p>La tension reste encore perceptible dans la région. Pour pallier à cela, les FARDC multiplient les positions dans la zone et mènent des opérations de bouclage dans certains villages stratégiques dans une tentative de dénicher les malfaiteurs infiltrés ou camouflés dans la population.</p>
-----------------	--	--

⁵ Situé à environ 117 kms au nord-ouest de Rutshuru centre

⁶ Situé à environ 61 kms au sud-ouest de Rutshuru-centre

FOCUS

SITUATION DE PROTECTION DES DEPENDANTS DU GROUPE ARME FDLR A MWESO ET ENVIRONS

L'assassinat le 18 septembre 2019 du général Sylvestre Mudacumura, commandant des FDLR en groupement Kihondo, chefferie de Bwito, territoire de Rutshuru, a influencé la détérioration du contexte sécuritaire dans le groupement Bukombo/Rutshuru. Cet événement a également eu un impact dans le territoire voisin de Masisi, et plus précisément dans la localité de Mweso.

Depuis cet assassinat, **les réfugiés rwandais et des civils considérés comme dépendants de ce groupe armé seraient victimes de menaces par un groupe armé national actif dans cette région.** Plusieurs parmi eux se seraient déplacés vers les villages Katsuki, Mushabawe, Katsiru, JTN et Bukombo en localité Makomalehe/Rutshuru et à Mweso-centre/Masisi dans des familles d'accueil. De plus, environ 80 personnes (parmi ces civils) ont été rapatriées volontairement par la Commission Nationale pour les Réfugiés (CNR) après la mort de ce commandant.

A la suite de cet assassinat, **une intensification des incursions et attaques armées est survenue dans les villages de Mweso-centre, JTN et Katsiru.** De plus, plusieurs barrières payantes ont été érigées et la population y civile est victime d'extorsions et de prélèvements sur leurs biens. **Cette situation restreint ainsi la circulation des civils** (PDIs, PDIs-retournées, résidents et réfugiés) vers le marché et vers leurs champs qui se trouveraient dans les parages des villages Katsiru, Ibuga et JTN.

Il convient de signaler qu'un regroupement de deux groupes armés étrangers (dont les membres étaient en débandade) **se serait fait** aux environs des villages Mweso et Kyahemba, dans la localité Kanyangohe. **Ils seraient en train de se préparer pour une contre-attaque face au groupe armé national. Ceci constituerait un risque d'autres affrontements avec le groupe armé national qui contrôle Mweso-centre** et ses environs, étant donné que ce même groupe armé serait en train de renforcer lui aussi ses effectifs dans les environs de Mweso.

ACTIONS DE REPONSE ET ACTIVITES MENEES

Violations (Nombre de cas documentés)	Resultats obtenus					
	Victimes libérées	Accompagnement Psychologique	Administration de Kit PEP	Auteurs arrêtés	Soins médicaux	Réinsertion économique
Viol (46)	0	9	16	2	12	0
Enlèvements (174)	3	0	0	0	0	0
Arrestation arbitraire (61)	6	0	0	0	0	0
Coups et blessures (274)	0	1	0	0	1	0

Résultats obtenus par types de violations (suite aux actions d'orientation et de plaidoyer menées par les animateurs de protection sur le terrain)

Trois missions d'évaluation de protection ont été menées : du 9 au 12 septembre 2019 sur l'axe Oicha/Beni ; du 9 au 14 septembre dans les villages Bibwe, Mpati et Kitso/Masisi ; et du 26 au 28 septembre au village Kipese/Lubero, par les équipes mobiles d'INTERsos. Les rapports des deux premières évaluations ont été partagés à la communauté humanitaire. Les données préliminaires de l'évaluation d'Oicha ont quant à elles été présentées à la réunion de coordination humanitaire de Beni du 4 octobre 2019, en vue des éventuelles réponses aux problèmes de protection qui y étaient relevés.

RECOMMANDATIONS

Domaines	Recommandations	Acteurs ciblés	Niveau d'urgence
Protection	Nécessité d'un plaidoyer pour renforcer les mesures sécuritaires et de protection des civils sur les axes Luofu-Miriki/Lubero et Oicha et ses environs/Beni	Coordination du Cluster Protection	Dès que possible
Protection	Organiser sous forme d'atelier une sensibilisation des éléments FARDC nouvellement affectés dans le territoire de Beni sur le Droit International Humanitaire ; Celle-ci visera à minimiser toute tension qui pourrait naître dans cette zone suite aux exactions (cas de meurtres) dont les civils sont victimes et pour lesquelles certains éléments FARDC seraient les présumés auteurs	INTERsos	Urgent
Protection	Renforcer le monitoring de protection autour de Mweso afin de faciliter un environnement protecteur en faveur des civils qui y sont menacés par des groupes armés	Groupe de travail Monitoring de protection	Urgent

Pour tout contact :

Spielmann Eric, Analyste Protection, spielman@unhcr.org

Katsurana Jules, Associé Principal de Protection, katsura@unhcr.org

Photo de couverture : salle de classe à l'air libre dans la localité de Nobili © UNHCR

ANNEXES

#Violations par Territoire

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE						VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total		
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force	Deni de ressource			Violence Psychologique
Rutshuru	12	18	0	55	94	0	0	56	0	0	58	13	0	0	4	4	4	3	0	12	1	334	27%
Masisi	32	36	0	12	10	0	0	120	0	0	72	27	0	0	17	26	0	8	0	3	0	365	29%
Lubero	15	91	0	0	48	0	0	75	0	0	119	13	0	0	0	14	15	3	0	0	1	394	31%
Beni	0	19	0	0	0	0	0	23	0	0	16	21	0	0	0	2	0	0	0	0	0	81	6%
Walikale	2	10	0	15	36	1	0	8	0	0	9	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	82	7%
Grand Total	61	174	0	82	188	1	0	282	0	0	274	74	0	0	21	46	19	15	0	15	2	1256	

#Violations par zone de sante

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE						VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total		
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force	Deni de ressource			Violence Psychologique
Birambizo	0	1	0	1	0	0	0	1	0	0	1	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	6	0%
Bambo	1	4	0	4	10	0	0	14	0	0	13	0	0	0	0							46	4%
Kirotshe	4	1	0	0	0	0	0	20	0	0	9	7	0	0	3	1	0	1	0	1	0	48	4%
Masisi	8	20	0	1	10	0	0	35	0	0	28	5	0	0	0	19	0	2	0	0	0	128	10%
Katoyi	7	1	0	0	0	0	0	26	0	0	5	6	0	0	14	1	0	1	0	1	0	63	5%
Rwanguba	0	0	0	32	55	0	0	11	0	0	19	0	0	0	0	0	0	0	0	11	0	128	10%
Mweso	9	10	0	2	0	0	0	28	0	0	27	9	0	0	0	5	0	4	0	1	0	95	8%
Pinga	6	13	0	24	36	1	0	12	0	0	5	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	98	8%
Lubero	9	0	0	0	4	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	19	2%
Katwa	2	0	0	0	0	0	0	12	0	0	3	0	0	0	0	4	0	1	0	0	0	22	2%
Oicha	0	13	0	0	0	0	0	22	0	0	11	14	0	0	0	2	0	0	0	0	0	62	5%
Binza	8	0	0	2	14	0	0	10	0	0	6	1	0	0	0	0	1	0	0	1	1	44	4%
Kayna	1	22	0	0	14	0	0	7	0	0	4	0	0	0	0	5	0	1	0	0	0	54	4%
Kibirizi	1	13	0	0	11	0	0	14	0	0	14	9	0	0	4	3	0	0	0	0	0	69	5%
Vuhovi	0	6	0	0							5	7	0	0	0							18	1%
Musienene	3	69	0	0	12	0	0	51	0	0	86	12	0	0	0	0	14	1	0	0	0	248	20%
Kibua	0	1	0	0	0	0	0	7	0	0	7	0	0	0	0							15	1%
Butembo					0	0	0	1	0	0	3	1	0	0	0	4	0	0	0	0	0	9	1%
Rutshuru	2	0	0	16	4	0	0	6	0	0	5	2	0	0	0	0	3	3	0	0	0	41	3%
Alimbongo					18	0	0	4	0	0	19	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	42	3%
Nyiragongo					0	0	0	1	0	0												1	0%
Grand Total	61	174	0	82	188	1	0	282	0	0	274	74	0	0	21	46	19	15	0	15	2	1256	100%

#Violations par auteur presume

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE						VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total		
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force	Deni de ressource			Violence Psychologique
ADF/NALU	0	7	0	0							0	3	0	0	0							10	1%
Bandits	0	9	0	0	8	0	0	58	0	0	25	15	0	0	6	6	0	0	0	0	0	129	10%
FARDC	27	0	0	59	92	0	0	71	0	0	48	18	0	0	7	3	4	0	0	0	0	329	26%
Groupe arme inconnu	0	1	0	0																		1	0%
Inconnu	0	1	0	0	0	0	0	4	0	0	2	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	10	1%
Mai Mai	3	142	0	21	72	1	0	129	0	0	179	35	0	0	2	16	14	0	0	0	0	614	49%
PNC	26	0	0	0	5	0	0	2	0	0	4	0	0	0	3	1	0	0	0	0	0	41	3%
Pop civile	2	0	0	0							1	1	0	0	1	14	1	13	0	15	2	50	4%
Autres	0	13	0	0	5	0	0	7	0	0	5	2	0	0	2	3	0	2	0	0	0	39	3%
ANR	3	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0							5	0%
FDLR	0	1	0	2	5	0	0	11	0	0	9	0	0	0	0							28	2%
Grand Total	61	174	0	82	188	1	0	282	0	0	274	74	0	0	21	46	19	15	0	15	2	1256	100%

Violations par statut des victimes

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Mariage force		Deni de ressource	Violence Psychologique	
PDI's retournes	39	133	0	54	135	1	0	197	0	0	184	55	0	0	19	28	16	9	0	13	1	886	71%
PDI's	18	39	0	9	31	0	0	71	0	0	75	14	0	0	2	10	2	4	0	1	0	276	22%
Residents	1	2	0	0	0	0	0	7	0	0	4	4	0	0	0	8	1	2	0	1	0	30	2%
Rapatries	2	0	0	19	22	0	0	7	0	0	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	62	5%
Grand Total	61	174	0	82	188	1	0	282	0	0	274	73	0	0	21	46	19	15	0	15	2	1,255	

Tranches d'age des victimes par violation

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Mariage force		Deni de ressource	Violence Psychologique	
Femmes																							
0-4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%
5-11	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	5	0%
12-17	0	8	0	1	2	0	0	0	0	0	8	2	0	0	0	15	1	2	0	5	0	44	4%
18-59	6	21	0	5	57	0	0	51	0	0	43	12	0	0	2	29	8	13	0	7	2	257	20%
60+	0	8	0	0	3	0	0	6	0	0	12	5	0	0	0	0	1	0	0	0	0	35	3%
Sous-total	6	39	0	6	62	0	0	57	0	0	64	19	0	0	2	46	10	15	0	12	2	341	27%
Hommes																							
0-4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0%
5-11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0%
12-17	5	13	0	2	4	0	0	3	0	0	15	1	0	0	0	0	0	0	0	3	0	46	4%
18-59	48	113	0	74	120	1	0	209	0	0	183	45	0	0	19	0	9	0	0	0	0	821	65%
60+	2	9	0	0	2	0	0	13	0	0	9	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	42	3%
Sous-total	55	135	0	76	126	1	0	225	0	0	210	55	0	0	19	0	9	0	0	3	0	915	73%
Grand Total	61	174	-	82	188	1	-	282	-	-	274	74	-	-	21	46	19	15	-	15	2	1,256	

Tableaux croisés

Les matrices ci-dessous doivent être lues verticalement.

Ex. 52%% des cas d'enlèvements ont été documentés dans le Lubero

A gauche, répartition des violations par territoire ; à droite, répartition par auteur présumé

Values	Beni	Masisi	Rutshuru	Lubero	Walikale
Arrestation Arbitraire	0%	52%	20%	25%	3%
Enlevement	11%	21%	10%	52%	6%
Travaux Forcés	0%	15%	67%	0%	18%
Extorsions de biens	0%	5%	50%	26%	19%
Incendie	0%	0%	0%	0%	100%
Pillages	8%	43%	20%	27%	3%
Coups et blessures	6%	26%	21%	43%	3%
Homicide	28%	36%	18%	18%	0%
Torture/Traitement inhumain	0%	81%	19%	0%	0%
Viol	4%	57%	9%	30%	0%
Agression sexuelle	0%	0%	21%	79%	0%
Agression physique	0%	53%	20%	20%	7%
Deni de ressources	0%	20%	80%	0%	0%
Violence Psychologique	0%	0%	50%	50%	0%

Violations	Mai Mai	ADF / NALU	Bandits	FARDC	Groupe armé inconnu	PNC	Pop civile	FDLR	Autres
Arrestation Arbitraire	5%	0%	0%	44%	0%	43%	3%	0%	0%
Enlevement	82%	4%	5%	0%	1%	0%	0%	1%	7%
Travaux Forcés	26%	0%	0%	72%	0%	0%	0%	2%	0%
Extorsions de biens	38%	0%	4%	49%	0%	3%	0%	3%	3%
Incendie	100%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Pillages	46%	0%	21%	25%	0%	1%	0%	4%	2%
CoupBlessure	65%	0%	9%	18%	0%	1%	0%	3%	2%
Homicide	47%	4%	20%	24%	0%	0%	1%	0%	3%
Torture/Traitement inhumain	10%	0%	29%	33%	0%	14%	5%	0%	10%
Viol	35%	0%	13%	7%	0%	2%	30%	0%	7%
Agression sexuelle	74%	0%	0%	21%	0%	0%	5%	0%	0%
Agression Physique	0%	0%	0%	0%	0%	0%	87%	0%	13%
Deni de ressource	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%	0%	0%
Violence psychologique	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%	0%	0%